

LA FSU INTERPELLE LE PREMIER MINISTRE

Monsieur le Premier Ministre,

La FSU dénonce le mépris et la brutalité du gouvernement vis-à-vis des chercheurs et des enseignants du supérieur.

Au soir d'une journée de grève et de manifestations, le gouvernement a choisi la force pour faire cesser dans la nuit l'occupation pacifique et tranquille de l'ANR, qui visait à attirer l'attention sur le caractère nocif des politiques gouvernementales en matière d'emplois scientifiques pérennes.

La FSU, ses syndicats nationaux, clairement présents depuis le début de ces mobilisations portent la détermination exaspérée des personnels attachés à un système de recherche associant, en synergie, les organismes de recherche et les universités dans le respect des statuts spécifiques des personnels. Ils refusent le démantèlement du CNRS dont le conseil d'administration était convoqué ce jeudi et l'extension de la précarité générée par l'ANR.

Cette opération de police ne fait pas disparaître les problèmes.

La FSU, le SNESUP, le SNCS vous demandent d'ouvrir sans délai des négociations sur tous les enjeux dans le respect de la cohérence de l'ensemble du dispositif "Enseignement Supérieur Recherche" :

- emplois, budget, statuts des établissements, des enseignant-chercheurs et de tous les personnels, IUT, formation des enseignants, revalorisation, précarité...

La FSU vous appelle à entendre les revendications fondées des collègues : rétablissement des 1000 emplois supprimés au budget 2009, abandon du décret dénaturant le statut des enseignants-chercheurs, refus du démantèlement du CNRS.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Gérard Aschiéri

Secrétaire Général de la FSU

Jean Fabbri

Secrétaire Général du SNESUP

Jean-Luc Mazet

Secrétaire Général du SNCS

UNE SEMAINE POUR AMPLIFIER LES RIPOSTES

Sous de multiples formes, des milliers d'universitaires et de chercheurs ont participé la semaine dernière aux initiatives décidées localement et en liaison avec les appels nationaux des organisations syndicales et associations. Ces mobilisations qui contestent les mesures gouvernementales contre l'emploi, les statuts, les contenus de formation (masterisation/concours) s'amplifient. L'occupation de l'ANR a contribué à leur visibilité.

Toute la presse a dû mentionner "la colère des chercheurs", voire d'autres dimensions des revendications : les journaux de France 2 et France 3 le 27 novembre, France Inter, France Info, Libération, l'Humanité, Le Monde ... ont enfin donné la parole à d'autres qu'à V. Pecresse.

De partout et sur toutes les questions (aussi IUT, IUFM...) nous vient la demande de porter mieux les informations sur les évolutions organisées par le ministère comme sur la cohérence de propositions alternatives, sur les ripostes, leur visibilité leur inscription dans la durée, en convergence avec les étudiants et les autres personnels du monde de l'éducation.

Les organisations de personnels et d'étudiants SNESUP-FSU, Sud Education, UNEF, SLR, SLU demandent dans toutes les universités de **faire du jeudi 4 décembre après-midi une demi-journée banalisée**. Cela permettra que les personnels et les étudiants puissent participer à des assemblées générales d'information et de débat sur l'avenir de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

Ce qui se passe dans les IUT et qui ne concerne pas que les IUT (suppressions d'emplois ou transformations, questions statutaires et d'affectation des budgets...) pour beaucoup de questions, met spécifiquement à mal dans les IUT une conception des instituts et les rapports qui s'y nouent à la fois avec l'environnement économique et ses acteurs, entre les collègues et avec les étudiants (leur parcours antérieur et ce qu'ils construisent comme projection personnelle au cours de leurs études dans les départements d'IUT).

Après la journée du 25 novembre, après l'infructueuse rencontre entre l'ADIUT... et le ministère, le SNESUP appelle à amplifier les initiatives, leur impulsion par les seuls directeurs ne peut suffire.

Face à une disposition centrale de la loi LRU sur l'affectation des budgets et des postes, les résistances ne peuvent porter sur de seules mesures de type "contrat d'objectif" entre l'université et l'IUT. Avec constance, le SNESUP dénonce la part croissante des contrats dans l'affectation des moyens : contrats recherche avec l'ANR, contrats quadriennaux, CPER... tous ces dispositifs tendent à cacher l'analyse et l'expression des besoins réels dans le cadre du service public. Au sein d'une université, entre ses composantes, c'est peu ou prou la même chose. L'idée du regroupement -sous forme fédérative- des IUT dans une université technologique nationale n'est pas plus satisfaisante : seraient ainsi affaiblis les liens et les passerelles entre les filières au sein de l'université, et les synergies recherche n'en sortiraient pas renforcées. Il s'agit donc bien dans cette bataille de faire reconnaître la place des IUT dans les universités, d'améliorer les synergies, d'affecter des moyens nécessaires démocratiquement et sur des critères objectifs partagés, validés par le CNESER. Pour le moment, le ministère a choisi de refuser tout débat sur la répartition des moyens avec les organisations syndicales : le modèle SYMPA, ses clefs et coefficients échappent à tout contrôle!

Orienter l'action sur ces revendications est le sens de l'appel du SNESUP pour le 2 décembre dans les IUT, avec la mise en perspective de grèves, selon les circonstances, "continues" dans la suite. Cohérence sur ce terrain de l'action avec ce qui se dessine pour le 4 et le 10 décembre.

Face aux crises, changeons d'Europe ! : FORUM-DEBAT

le Samedi 6 décembre 2008 - 10h - 13h - Bourse du Travail, 3 rue du Château d'eau (Paris 10e)